ANTIAGRESSE

Observe • Analyse • Intervient

L'idée russe selon Poutine

«Cette force barbare & terrible»

Qui est Bill Browder?

Better Call Saul

N° 358 | 9.10.2022

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Le lièvre à cornes sort du bois, ou l'idée russe selon Vladimir Poutine

LE 30 SEPTEMBRE DERNIER, PROCLAMANT LE RATTACHEMENT DE QUATRE PROVINCES DE L'EST UKRAINIEN À LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, VLADIMIR POUTINE A PRONONCÉ LE DISCOURS LE PLUS IMPORTANT DE SA LONGUE CARRIÈRE À LA TÊTE DE L'ÉTAT RUSSE. C'EST SANS DOUTE LA RAISON POUR LAQUELLE LES MÉDIAS OCCIDENTAUX N'EN ONT LIVRÉ QUE DES BRIBES OU DES RÉSUMÉS TENDANCIEUX ALORS MÊME QUE LE RESTE DU MONDE L'ÉCOUTAIT BOUCHE BÉE.

Il est possible d'écouter ce discours en version vidéo sous-titrée ou de le lire en transcription française ici, aux soins de Christelle Néant. Je le résume donc très brièvement. Le président russe

- **justifie** le rattachement par voie de référendum des républiques de Donetsk et Lougansk et des *oblasts* (provinces) de Kherson et Zaporojié à la Fédération de Russie;
- **dénonce** l'Occident sous domination anglo-saxonne comme un empire néocolonial animé par l'exploitation cynique des autres peuples *et de ses propres sujets*, le mensonge et la perversion morale;
- **affirme** le rôle de la Russie dans la

libération du monde de l'emprise pluriséculaire de cet empire parasite.

On remarque que l'Ukraine n'y est évoquée qu'en passant, non en tant que sujet, mais seulement en tant qu'instrument et théâtre opérationnel de la guerre menée par l'Occident contre la Russie.

S'enchaînant à son argumentation historique détaillée de l'intervention en Ukraine du 24 février, ce discours marque une profonde rupture avec le monde occidental, et ce à tous les niveaux: militaire, géopolitique, économique, culturel et civilisationnel.

Les trois premiers sont clairs.

Rupture militaire. Aux yeux de Poutine, le conflit sanglant en Ukraine est l'aboutissement d'un *Drang nach Osten* cynique initié à la faveur de l'effondrement de l'URSS et des concessions naïves faites par Gorbatchev contre la promesse d'une non-extension de l'OTAN. S'ensuit l'énumération d'une suite de félonies incontestables:

> «Les accords stratégiques de sécurité sont jetés à la poubelle; les accords conclus au plus haut niveau politique sont dénoncés comme mascarade; les promesses fermes de ne pas étendre l'OTAN vers l'est, gobées jadis par nos anciens dirigeants, se révèlent n'être qu'une vile supercherie; les traités sur la défense antimissile et les missiles à portée intermédiaire sont unilatéralement abandonnés sous des prétextes farfelus.»

Au nom de quoi l'«empire du mensonge», comme VVP l'a qualifié fin février, ose-t-il contester le redécoupage des frontières de l'Ukraine? Poutine lui renvoie à la figure le précédent fatidique, celui du Kosovo, arraché à la Serbie par la force et reconnu par l'Occident au mépris du droit international et des résolutions de l'ONU:

> «C'est le soi-disant Occident qui a piétiné le principe de l'inviolabilité des frontières, et maintenant il décide, à sa guise, qui a le droit à l'autodétermination et qui ne l'a pas, qui en est indigne.»

- **Notule.** A ce propos, on entend souvent des personnes bienveillantes en Occident se récriminer de bonne foi: «ce n'est pas parce que l'Occident piétine le droit qu'on doit l'imiter. Il ne faut pas entrer dans l'engrenage!» Le problème de cette objection irénique est que nul ne peut affronter à la loyale un adversaire qui s'autorise tous les coups bas, y compris mortels. Il n'y a aucun frein interne aux transgressions du bloc occidental. À terme, elles mènent à la destruction de tout ce qui lui fait obstacle, la guerre actuelle en est un exemple. Celle-ci aurait peut-être été prévenue si la Russie, comme certains de ses stratèges le suggéraient, avait annexé les régions russophones en même temps qu'elle récupérait la Crimée. Ou si elle était intervenue encore plus en amont pour restaurer le pouvoir du président légal, Ianoukovitch. D'une certaine manière, l'attachement de la Russie à la lettre du droit international a rendu ce dénouement plus douloureux en le différant. Car on sait, par les aveux récents de l'ex-président

Porochenko, que l'Ukraine n'avait signé les accords de paix de Minsk que dans le but de gagner du temps pour préparer la reconquête militaire du Donbass.

Rupture géopolitique. Face à une force qui ne tolère aucune opposition, aucune souveraineté rivale et qui l'a amplement prouvé depuis cinq siècles, la simple existence d'un État fort échappant à son contrôle est un scandale, d'autant que cet État lui barre l'accès direct aux ressources naturelles dont l'Occident a fini par se considérer comme le propriétaire *par défaut* où que ce soit dans le monde.

Rupture économique. Poutine est conscient que la guerre totale menée par les USA englobe aussi leurs «alliés» — en fait, satellites — européens dans les dégâts collatéraux. Il ne fait aucun doute pour lui que le sabotage de Nord Stream est une besogne des Anglo-Saxons, «détruisant de fait l'infrastructure énergétique de l'Europe». Cet acte de guerre met un terme, et pour longtemps, à la coopération entre les deux mondes — et met l'Europe à la merci de son maître américain.

UN POUVOIR AGNOSTIQUE?

Jamais aucun chef d'État n'avait lancé un tel anathème contre le monde occidental dans ses déterminations essentielles: expansion sans frein, perversion morale et exploitation jusqu'à l'épuisement de toutes les matières premières, humaines, vivantes ou inertes de la planète. Mais ce n'est pas là que réside la charge véritablement révolutionnaire de ce discours. Ce qui en fait une pierre d'angle historique, c'est son aspect culturel et le nouveau contour qu'il donne au conflit des civilisations en définissant clairement pour la première fois le système de valeurs russe.

L'opposition de Poutine à l'impérialisme occidental, formulée pour la première fois lors du fameux discours de Munich de 2007, ne s'appuyait que sur un légalisme scrupuleux. Ses interventions sur la scène mondiale, y compris l'intervention antiterroriste en Syrie, s'inscrivaient dans la défense du droit international qu'il accusait — avec raison — les Occidentaux de fouler aux pieds lorsqu'il les gênait. Pour l'essentiel, il se contentait de *nous* tendre un miroir. Récemment encore, il réitérait sa confiance dans un ordre mondial administré par les institutions internationales comme l'ONU, un ordre classiquement basé sur le droit par opposition à l'idée américaine d'un ordre basé sur des règles (*rules-based order*) — règles dictées bien entendu selon son bon vouloir par la puissance américaine.

Ce juridisme reflétait une semblable neutralité du pouvoir sur le plan intérieur. Tout en affichant sa foi orthodoxe et son attachement aux valeurs traditionnelles, Poutine a déclaré en 2005 que la dislocation de l'URSS avait été la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle et s'est abstenu de faire le procès de ce régime. Conscient de l'ambivalence du jugement que ses concitoyens portent sur cette période de leur histoire, il savait sans doute que la «désoviétisation» raviverait des partages que les adversaires du pays,

toujours à l'affût d'une division intérieure, sauraient convertir en véritable guerre civile.

Loin d'être le «jusquauboutiste» impulsif que dépeignent les médias occidentaux, Poutine a toujours fait preuve d'une retenue extrême dans l'action comme dans la rhétorique, davantage même que son ministre Lavrov, capable à l'occasion de vannes jouissives contre la bêtise ou la décadence occidentale. Vingt années durant, Poutine a nommé les leaders occidentaux «nos partenaires», même lorsque ces «partenaires» affichaient une franche hostilité. Sur le plan intérieur, cette réserve diplomatique était souvent prise pour de la faiblesse.

Dans une brillante analyse publiée en novembre 2021(1), Alexandre Douguine dénonçait le gouvernement purement technologique de la Russie, en d'autres termes un pragmatisme efficient, mais sans idées. Depuis la fin de l'URSS, relève-t-il, il n'y a jamais eu de vie politique véritable en Russie, mais un étouffement du débat de fond par les mêmes *spin doctors*, lobbyistes et trafiquants d'influence que dans les démocraties de l'Ouest. Sous leur férule, la politique est devenue une pure technologie vide de sens.

> «La politique ne consiste pas à décider qui, individuellement, occupera les postes supérieurs ou subalternes, mais quel bloc d'idées, de perceptions, de valeurs et de stratégies sera reconnu comme prioritaire et dominant, et lequel sera subordonné, marginal, voire proscrit. C'est-à-dire que la politique s'incarne avant tout dans une *philosophie politique*, une *idéologie*, et ensuite seulement dans ses vecteurs sous forme de partis, mouvements, organisations, réseaux, cercles, cellules.»

LE RÈGNE DES TECHNOLOGUES

En termes aristotéliciens, on dirait que la cause efficiente a oblitéré la cause finale et que l'instrument est devenu son propre but. Ce processus nous est bien connu, à l'Ouest:

> «À un moment donné, il est clair que *quelque chose a mal tourné* dans notre société. Le ton en politique a commencé à être donné par des technologues, des spécialistes du marketing, de la publicité ou même de la tromperie systématique des clients — ainsi, un certain nombre de politiciens très en vue dans les années 90 ne venaient même pas du monde des affaires, mais de la publicité, des techniques de relations publiques, des pyramides financières ou de l'escroquerie pure et simple.»

Avec l'arrivée de Poutine, observe le philosophe, tout a changé… sauf ça!

> «Il est plus probable que Poutine ait profité de cet état d'aliénation des processus politiques dans la société pour mettre le pied à l'étrier du pouvoir. Tout le monde autour de lui continuait à jouer à des jeux sans intérêt, à échafauder des scénarios nauséabonds, tandis que Poutine, sachant ce qu'il voulait et où il allait, faisait silencieusement son affaire à la manière tchékiste. C'était probablement tout à fait rationnel de sa part et il faut reconnaître que cela a fonctionné.»

Propulsé à la tête d'un empire en crise, Poutine s'est contenté de serrer

les dents et de *gouverner*, sans prendre le temps d'appuyer son gouvernement sur une doctrine définie. La seule doctrine sur le marché était de fait celle de l'opposition libérale, porte-parole de l'Occident.

> «Oui, la technologie politique supplante toujours tout processus politique. Oui, les idées politiques dans la société ont pratiquement disparu, à l'exception de celles qui sont obstinément alimentées par l'Occident russophobe...»

Poutine a certes toujours eu à cœur de défendre la dignité de l'État, la souveraineté ou la sécurité intérieure, mais ce ne sont encore que des moyens. Les grandes lignes directrices — capitalisme ou socialisme, valeurs traditionnelles ou postmodernisme, empire ou société ouverte, relations avec l'Église, etc. — étaient adoptées tacitement. Par les libéraux d'Eltsine d'abord, puis, dans une autre direction, par Vladimir Poutine.

> «Les options de Poutine étaient beaucoup plus acceptables pour la société, mais elles ont été imposées comme un fait accompli, encore une fois avec l'aide de la technologie politique. Sans discours politique, sans explication complète, sans implication du peuple dans son propre destin.»

Formé aux techniques opérationnelles, Poutine savait d'instinct que toute idéologie formulée, toute justification rhétorique restreignait ses capacités de manœuvre au sein d'une société doublement divisée. Entre les nostalgiques du soviétisme et les conservateurs religieux d'un côté, entre les «occidentistes» libéraux et les «slavophiles» de l'autre. Sans doute aura-t-il estimé que de prendre parti dans ces disputes au long cours lui apporterait davantage d'ennuis que de bénéfices. D'où cet aphorisme souvent cité qui résume sa tactique de l'«entre-deux»: «Celui qui ne déplore pas la chute de l'Union soviétique n'a pas de cœur, et celui qui veut la recréer n'a pas de cervelle.»

MESSIEURS LES GOUVERNEURS, LISEZ!

Cet homme d'action n'est pas pour autant un homme sans idées. Poutine n'a jamais fait mystère de ses lectures et de ses influences littéraires, somme toute assez classiques, allant de Tolstoï au *Petit prince* (voir ici ou ici). Ses influences philosophiques sont, elles, très éloquentes. L'essai de Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, reconstitue le portrait d'un conservateur résolu, chrétien et impérialiste, non sans certaines contradictions. Tout en admirant des auteurs profondément personnalistes et imprégnés de culture occidentale, comme Dostoïevski, Poutine s'appuie sur la vision eurasienne du grand historien des civilisations Lev Goumilev, auteur de l'*Ethnogenèse et la biosphère terrestre*, ou sur l'antimodernisme radical de Konstantin Léontiev, l'auteur de *L'Européen moyen, idéal et outil de la destruction universelle* (traduit à l'Âge d'Homme). Il a par ailleurs personnellement signé un décret de célébration du centenaire de la naissance d'Alexandre Zinoviev, signe de la haute considération qu'il portait au plus grand penseur de

l'ère totalitaire, pourtant compagnon malcommode de tous les pouvoirs.

L'impact de ses modèles philosophiques sur sa vision politique se vérifie de manière concrète par les recommandations de lecture que Poutine a adressées aux gouverneurs des provinces russes en 2014(2). Il s'agissait de trois livres: l'*Éloge de l'inégalité* de Nicolas Berdiaev, la *Justification du Bien* de Vladimir Soloviev, et *Nos tâches* d'Ivan Iline. Largement connus au-delà des frontières russes, Berdiaev et Soloviev sont deux penseurs chrétiens, le premier connu pour son existentialisme et sa farouche défense de la liberté humaine. Ivan Iline, intellectuel émigré, défend un conservatisme plus politisé. Chacun à sa façon, ces auteurs ont souligné la mission de la Russie dans le cadre d'une eschatologie — ou finalité de l'histoire — chrétienne. La combinaison des trois forme un ensemble éloquent. Même si ces penseurs alliant la raison au mysticisme n'ont pas à proprement parler d'équivalent dans la culture française, on peut essayer de se représenter vers quoi tendrait un État français dont le président recommanderait à tous ses préfets de lire Georges Bernanos, Jacques Bainville et Gustave Thibon.

On notera une fois de plus, cela dit, qu'Alexandre Douguine, que les médias occidentaux présentent quasi unanimement comme le «Raspoutine» du tsar Poutine n'apparaît dans ce rôle de gourou et d'éminence grise ni dans le livre d'Eltchaninoff, ni dans ses propres déclarations, ni dans celles de l'intéressé. L'alliance imaginaire Douguine-Poutine n'avait pour but que de simplifier une configuration intellectuelle manifestement trop complexe pour les cervelles binaires des commentateurs occidentaux — mais aussi de suggérer un climat psychologique «fin de règne» analogue à celui qui a précédé la chute et la mort de Nicolas II.

L'assassinat en août dernier de Daria, la fille de Douguine, a peut-être contribué à rapprocher les deux hommes, Poutine ayant exprimé des condoléances émues et appuyées. Il a encore fait allusion à cette tragédie dans son discours du 30 septembre en affirmant: «Notre mode de pensée et notre philosophie sont une menace directe pour eux, c'est pourquoi ils attaquent nos philosophes». Soulignant au passage que la Russie, à la différence de l'Occident contemporain, se rattache à une vision traditionnelle de la société et de la politique, encore guidée par les idées.

PACTE ANTISATANIQUE

Ainsi donc et en définitive, ce pour quoi luttait la Russie de Poutine n'était jusqu'ici défini qu'en creux, par *ce à quoi elle s'opposait*. L'allocution du 30 septembre ressemble, elle, à une encyclique pontificale. C'est l'explicitation d'un *credo* général dans le contexte d'une situation historique concrète. Cette explicitation dissipe en grande partie la confusion idéologique entretenue depuis la fin de l'ère soviétique — sans doute par dessein ou par nécessité — mais qui rendait l'État russe *illisible*.

Peu de temps avant sa mort, Alexandre Zinoviev avait ainsi qualifié

la Russie poutinienne d'être «hybride, comme un lièvre à cornes», alliant «le soviétisme caché et des éléments de valeurs occidentales au féodalisme rétrograde de l'Église orthodoxe russe»(3). À supposer même que la vision polémique de Zinoviev soit vraie, il y a entre le soviétisme tacite, le féodalisme orthodoxe et *certaines* valeurs occidentales un dénominateur commun qui les oppose aux valeurs *aujourd'hui prédominantes* de l'Occident, qui sont de fait des antivaleurs, constitutives d'«une "religion à l'envers" — le satanisme pur et simple», pour citer Poutine dans le texte.

Ce dénominateur commun, en l'occurrence, est le même ensemble de croyances et de valeurs qui selon C. S. Lewis caractérisent l'humanité civilisée, dans toutes les époques et sous toutes les religions, et qu'on appelle aussi le droit naturel. Dans *L'Abolition de l'homme*, son livre de mise en garde prémonitoire contre le transhumanisme, Lewis réunissait tous ces préceptes universels sous la dénomination commune de «la Voie» — Tao, en chinois. Il ajoutait même à son texte dense et éblouissant un appendice recensant des phrases et des aphorismes illustrant ces préceptes par-delà les frontières de l'histoire et de la géographie. Sans elles, affirme le grand romancier et érudit chrétien, l'homme cesse d'être humain et se transforme en un démon obsédé par la domination — domination qui en fin de compte se retourne contre lui-même.

Dans un empire multiconfessionnel, qui compte encore aujourd'hui une centaine de langues, peuples et nationalités, se référer à des valeurs exclusivement chrétiennes n'aurait pas de sens. Poutine insiste au contraire sur la compatibilité, en Russie, des systèmes de valeurs inspirés par les grandes traditions de l'humanité:

Si la Russie a su résister au colonialisme de l'Occident avide, c'est parce qu'elle a su créer et maintenir «un État centralisé fort (...), qui s'est développé et renforcé sur la base des grandes valeurs morales du christianisme orthodoxe, de l'islam, du judaïsme et du bouddhisme, ainsi que de la culture et de la parole russes, ouvertes à tous.»

Ces grandes valeurs morales, en tous lieux et dans tous les temps, excluent sans appel la «religion à l'envers» satanique dont le manifeste se résume aujourd'hui au confusionnisme grotesque des identités sexuelles, idéologie absolument prioritaire qui subjugue toutes les autres «valeurs» de l'Occident post-moderne et qui met en péril la reproduction même de l'espèce:

> «Voulons-nous avoir ici, dans notre pays, en Russie, "le parent numéro un, le parent numéro deux et le parent numéro trois" (ils ont complètement perdu la tête!) au lieu de la mère et du père? Voulons-nous que nos écoles imposent à nos enfants, dès leurs premiers jours de cours, des perversions qui mènent à la dégradation et à l'extinction? Voulons-nous leur enfoncer dans le crâne l'idée que d'autres genres existent à côté des femmes et des hommes et leur proposer des opérations de changement de sexe? Est-ce cela que nous voulons pour notre pays et nos enfants?»

Bien entendu que non, et du reste

personne ne le veut, *nulle part*, pas même chez nous, à l'exception d'une infime minorité de désaxés. Sauf que la société occidentale est trop lâche pour secouer ce «déni radical de la moralité, de la religion et de la famille» dans lequel elle vit aujourd'hui et qui se mêle désormais de dicter l'éducation de ses enfants.

«C'est à leurs fruits que vous les reconnaîtrez!» annonce le Christ en parlant des faux messies. La citation du Sermon sur la montagne dans le discours de Poutine est amenée de manière sobre et cinglante.

> «Ces fruits empoisonnés sont déjà évidents pour les gens, et pas seulement dans notre pays, mais aussi dans tous les pays, y compris de nombreuses personnes en Occident même.»

Si Vladimir Poutine, dans le discours le plus solennel de sa carrière, avait formulé une idéologie du «conflit de civilisations», exclusive, nationaliste ou racialiste, les médias occidentaux l'auraient cité et décortiqué des jours durant. Or leur silence est assourdissant. Le message que Poutine nous a adressé ne vient pas de l'extérieur de notre société, mais de son cœur même, historique, psychologique et civilisationnel, étouffé par une antireligion, une anticivilisation et une antisociété. Il parle bien entendu, prioritairement, à son propre peuple, mais il s'adresse aussi personnellement à toute cette masse silencieuse — peut-être la majorité — qui contemple avec horreur et crainte la disparition de tous ses repères moraux et existentiels.

La Russie, avec sa science, sa musique, sa littérature et sa spiritualité, constitue une part inaliénable de la civilisation européenne, de la civilisation occidentale et de la civilisation tout court. Si les démons grimaçants qu'elle combat venaient à gagner la partie, notre existence à tous deviendrait une orgie satanique. Comme l'a constaté le Dr Jordan Peterson(4), la guerre en Ukraine est bel et bien une guerre civile de l'Occident. Et elle ne s'arrêtera pas avant la destruction d'un camp ou de l'autre.

CODA

> «Une idéologie alternative qui gagnerait l'esprit et le cœur des citoyens occidentaux risquerait de détourner leur attention de la Russie vers leurs propres gouvernements, désigner ceux-ci comme coupables d'une dégradation constante de leur qualité de vie. Par conséquent, les personnes capables de produire des idées sensées et de les structurer de manière logique et cohérente sont les plus grands ennemis de l'Occident.» (*Une pinte de raison*, 21.8.2022)

- Illustration: «La cloche». Extrait d'un triptyque sur la Révolution, par Pavel Ryjenko (1970-2014).

NOTES

1. «Les technologies politiques perdront la Russie», katehon.com.
2. Liste mentionnée et commentée par Gary Lachman dans *The Return of Holy Russia* (Simon & Schuster, 2020).
3. Selon la notice nécrologique de *Newsweek*, 18.5.2006.
4. Voir Slobodan Despot: «Occident-Russie, le djihad du néant», AP348 | 31/07/2022.

ENFUMAGES par Eric Werner

«Une force barbare et terrible»

LES MOTS ET LES IMAGES AYANT DISPARU, RIEN NE VIENT PLUS FAIRE OBSTACLE À L'ÉTAT DE CHOSES QU'ILS DISSIMULAIENT, MAIS QU'EN MÊME TEMPS ILS CONTENAIENT. C'EST LE RÈGNE DE LA FORCE BRUTE ALLIÉE AU MENSONGE SANS FARD.

Dans sa préface aux *Lettres persanes* de Montesquieu(1), Paul Valéry oppose les *faits* aux *fictions*. Les premiers, dit-il, sont caractéristiques de la barbarie, les secondes de la civilisation. La barbarie est l'ère des faits, la civilisation celle des fictions. Ce sont en effet les fictions qui nous permettent d'échapper à la brutalité caractéristique de la barbarie, et ainsi d'accéder à la civilisation. En sorte que la civilisation nous fait éprouver «la puissance des images et des mots». Pures fictions, certes, mais qu'on peut dire efficaces, puisqu'elles influent sur nos attitudes et comportements. Sauf, bien sûr, qu'il faut y croire! À un moment donné, cette croyance s'effrite, et donc l'ordre qu'elle garantissait se

fragilise. «L'état de fait», temporairement masqué, réapparaît au grand jour, ce qui nous fait retourner à l'ère barbare. Car si l'on peut aller de la barbarie à la civilisation, on peut aussi faire le trajet inverse: revenir de la civilisation à la barbarie.

FORCE ET RAPPORTS DE FORCE

Nous évoquions la semaine dernière («De la criminalité d'État à l'État criminel», AP357) les dérives du régime occidental, qui ne se donne même plus aujourd'hui la peine de sauver les apparences, en ce sens que quand il commet un crime, il le fait désormais tout à fait ouvertement. C'est une rupture avec l'époque antérieure. Là aussi on pourrait opposer «l'état de fait» à un certain nombre de «fictions». On ne va pas ici en dresser la liste, mais on pourrait prendre l'exemple de l'État de droit. On croyait jusqu'ici que les gouvernants respectaient leurs propres lois, ce qui bien sûr n'était vrai qu'en partie, mais n'était pas non plus complètement faux: justement parce que les gouvernants cultivaient en eux cette image de l'État de droit. Ils veillaient donc à respecter certaines formes. Ils ne se croyaient pas non plus *tout* permis. Alors qu'aujourd'hui, il n'y a plus aucune limite.

«Nous avons affaire à une force barbare et terrible. Il n'y a plus de règles», déclarait Alexandre Douguine le 2 octobre dernier en référence à l'actuelle guerre en Ukraine. Les règles, tout comme les mots et les images, sont des fictions, mais c'est sur elles que se construit la civilisation. Sans elles, il n'y a que la «force barbare et terrible». Ce qui se vérifie effectivement bien dans cette guerre. La civilisation occidentale s'est en grande partie construite sur des mots et des images. Plus personne aujourd'hui n'y croit. La science positive est passée par là, mais aussi le cynisme, la culturophobie, le wokisme, etc. Les mots et les images ayant disparu, rien ne vient plus faire obstacle à l'état de choses qu'ils dissimulaient, mais qu'en même temps ils contenaient. Il y a ainsi moins d'hypocrisie. Mais il faut aussi voir la contrepartie: «une force barbare et terrible».

La barbarie n'est donc pas seulement «l'état de fait», mais «l'état de fait» se donnant directement à voir, sans les mots et les images qui jusque là le voilaient. Il n'y a plus que la force: la force et les rapports de force. On objectera que la propagande occupe aujourd'hui beaucoup de place dans l'espace public, et qu'on ne peut donc pas dire que les mots et les images ont disparu. À proprement parler, non. Mais il faut ici préciser que quand Valéry parle des mots et des images, il a en tête «le *sacré*, le *juste*, le *décent*, le *louable*». Il met même ces mots, comme on le voit, en italiques. La propagande n'a rien à voir avec le sacré, le juste, le décent, le louable. Elle ne s'en approche ni objectivement, ni même dans l'esprit des professionnels qui y ont recours (Spin Doctors, journalistes officiels, «politologues» de cour, etc.). Ces derniers savent très bien ce

qu'ils font lorsqu'ils y ont recours: ils mentent, tout simplement. En ce sens, la propagande relève de «l'état de fait» (au même titre que la police, la justice, les services secrets, etc.).

Mais la propagande contribue à brouiller les cartes. Les États-Unis viennent, on le sait, de détruire les gazoducs russes de la Baltique, ceux alimentant l'Europe et en particulier l'Allemagne en gaz russe. Les dirigeants américains ont toujours dit que ces gazoducs ne fonctionneraient jamais. Ils ont donc tenu parole. C'est clairement une déclaration de guerre à l'Europe, mais en particulier à l'Allemagne. Sans gaz russe, l'industrie allemande se retrouve en grande difficulté. C'est la fin de l'Allemagne en tant que puissance industrielle. Les Américains ont ainsi réussi un grand coup. Les voilà débarrassés d'un de leurs principaux concurrents au plan économique, mais potentiellement aussi politique. En plus, ils hériteront du savoir-faire allemand. C'est le plan Morgenthau, mais en plus abouti.

On s'attendrait donc à ce que l'Allemagne en tire les conséquences: rupture des relations diplomatiques, retrait de l'OTAN, fermeture des bases américaines en Allemagne, mesures de rétorsion à l'endroit des intérêts américains, etc. Normalement, quand on vous déclare la guerre, c'est ce qu'on fait. On prend également soin de désigner l'ennemi: ici l'ennemi américain. Un retournement d'alliance serait également envisageable, avec réactivation de l'ancienne tradition de l'alliance à l'Est, celle de Rapallo en 1922, et plus récemment de l'*Ostpolitik* du chancelier Brandt dans les années 70. Cette tradition-là est encore très vivante au sein de la social-démocratie allemande (mais pas du tout en revanche chez les Verts allemands). Mais qui parle de ça? C'est tout juste si l'on ne dit pas qu'en détruisant, comme ils l'ont fait, les gazoducs de la Baltique, les États-Unis ont rendu un fier service à l'Allemagne, en lui permettant désormais d'acheter du gaz américain. Il est un peu plus cher que le gaz russe, c'est vrai, mais au moins cet argent-là ne profitera pas à la Russie, notre ennemie à tous, n'est-ce pas?

Voilà à quoi sert la propagande. Je ne sais pas si les Européens ont encore ou non le sentiment d'être en démocratie, mais une majorité d'entre eux semblent le croire puisqu'ils croient qu'en Ukraine l'Occident défend la démocratie. C'est ce que disent et répètent les médias officiels, et en règle générale les gens croient ce que leur racontent les médias officiels. Ils croient donc qu'en Ukraine l'Occident défend la démocratie. Sauf que certains commencent à se demander si le prix à payer pour la défendre n'est pas un peu élevé: trop élevé. Selon *Die Zeit*, 77 % de la population allemande souhaite la fin des hostilités en Ukraine, et pour cela l'ouverture de négociations avec la Russie(2). C'est pourquoi la ministre verte des Affaires étrangères a déclaré que ce que pouvaient ou non penser ses électeurs dans ce domaine lui était

indifférent. Tout le monde l'a entendue le dire, mais personne n'en a conclu pour autant que l'Allemagne n'était pas une démocratie.

OÙ EST PASSÉE L'OPPOSITION?

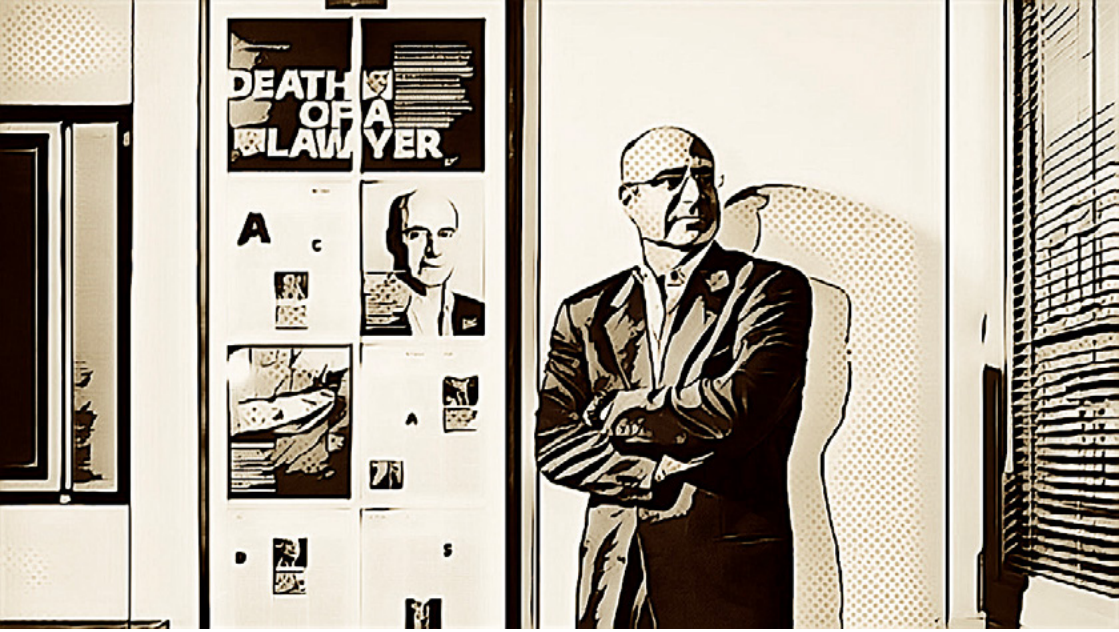
Bref, on est dans un entre-deux. Quand les États-Unis font aujourd'hui quelque chose, ils le font ouvertement et sans se cacher. C'est ce que nous disions plus haut. On en est ainsi revenu à «l'état de fait» de Valéry: à la barbarie, donc. Il n'y a plus aujourd'hui que la force qui compte: la force et les rapports de forces. L'Allemagne n'est pas en état de défendre ses lignes d'approvisionnement en gaz dans la Baltique. Les États-Unis les détruisent donc tranquillement. En le faisant, ils n'ont bien sûr en vue que le bien de l'Europe, en particulier de l'Allemagne, leur très chère alliée. C'est leur propagande. La propagande nous brouille ainsi la vue, nous empêche de voir ce qui pourtant crève les yeux, à savoir qu'en même temps que les États-Unis ont déclaré la guerre à la Russie, ils l'ont déclarée à l'Europe.

À l'heure actuelle, il n'existe aucun parti en Europe remettant en cause la présence américaine sur le continent et demandant en particulier la dissolution de l'OTAN en tant qu'organisation chargée de préserver l'ordre et les intérêts américains en Europe. En soi déjà, c'est significatif. Qu'elle semble loin aujourd'hui, l'époque où la gauche européenne défilait dans les rues avec des pancartes dans le style *US go home*! Les États-Unis ont réussi au fil du temps à verrouiller complètement la politique européenne. Soit ils choisissent eux-mêmes les dirigeants qui leur conviennent, soit ils les contrôlent indirectement en leur faisant comprendre que s'ils ne marchent pas droit, ils auront des problèmes. Le chancelier allemand Scholz semble être dans ce dernier cas. On voit bien qu'il renâcle à faire ce qu'on lui demande de faire. Mais il n'a pas le choix. S'il ne le faisait pas, ses alliés écologistes proaméricains au sein de l'actuelle coalition gouvernementale le lâcheraient aussitôt pour s'allier à la CDU proaméricaine, et créer avec elle une autre coalition.

- Illustration: assassinat du ministre allemand Rathenau le 24 juin 1922, deux mois après la signature du traité de Rapallo avec l'URSS.

NOTES

1. Paul Valéry, *Œuvres*, t. I, Pléiade, pp. 508-509.
2. *Courrier international*, No 1664 du 22 au 28 septembre 2022, p. 16.



LE GRAND JEU par Johannes M. Braun

Bill Browder, justicier ou escroc?

Le «train» de sanctions actuel contre la Russie a été mis sur rails bien avant avant le coup d'État du Maïdan et la guerre civile en Ukraine. A son origine, la «loi Magnitsky», fondée sur un montage de propagande largement éventé.

La vérité finira bien un jour par s'imposer. La guerre que se livrent la Russie et l'Occident a commencé bien avant le 24 février 2022. Les premiers obus se sont abattus sur le Donbass au printemps 2014 déjà. En huit ans, la guerre sur le terrain a fait, selon les données de l'OSCE, près de 15 000 victimes, en grande partie civiles et en majorité du côté des séparatistes prorusses.

Or ce n'est pas de cette guerre-là que nous voulons parler ici, mais de la guerre de l'information et de la propagande, qui mobilise nos médias depuis des années — bien avant la guerre sur le terrain — et a gagné nos têtes de façon insidieuse. Elle a commencé par un rideau de fumée visant à faire croire que la Russie était la bienvenue dans le concert européen. C'est ainsi qu'elle a été accueillie en 1994 dans le Partenariat pour la Paix, un miroir aux alouettes tendu par l'OTAN pour cacher ses véritables intentions. Dans le même temps en effet, Washington avançait ses armes balistiques toujours plus près des frontières de la Russie.

Un des prétextes invoqués était que ces armes visaient l'Iran par-dessus le territoire russe! Les masques ont fini par tomber. À la conférence de Munich de 2008, Poutine a fait

comprendre aux grands de ce monde qu'il ne se faisait plus d'illusion sur la volonté des États-Unis de s'imposer en maître incontesté d'un monde unipolaire et de mettre la Russie au ban des nations. Le divorce était consommé.

Dès lors, comme par enchantement, l'image donnée de la Russie dans les médias occidentaux s'est dégradée pour finir en caricature, en même temps qu'était diabolisée la figure de Poutine, présenté comme un dictateur sanguinaire, en dépit de l'adhésion massive de son peuple.

L'artisan le plus doué de la russophobie généralisée qui s'est emparée de l'Occident dès les premières années de ce siècle est sans conteste le milliardaire Bill Browder, citoyen étatsunien devenu britannique par souci d'optimisation fiscale. Champion de la communication, Browder est parvenu à coups de millions et avec l'aide d'un bataillon de juristes et de lobbyistes, à faire croire qu'il était à lui seul le plus grand défenseur des droits de l'homme en s'opposant à l'Empire du Mal qu'est la Russie. Son succès le plus notoire a été d'obtenir que le Congrès américain vote en 2012 le *Magnitsky Act*. Cette loi qui a été ensuite reprise dans différents pays occidentaux et par l'Union européenne, inaugurait un premier train de sanctions contre Moscou. Sous couvert de défense des droits humains, elle a étendu le principe d'extraterritorialité du droit yankee au monde entier.

Il faudrait plutôt parler de négation du droit et de ses règles élémentaires, comme en témoigne Lucy Komisar. Cette journaliste d'investigation américaine n'a pas cessé pendant deux décennies de dénoncer en Browder un grand manipulateur de l'opinion et des gouvernements occidentaux. Pour Lucy Komisar,

> «le problème qui se pose avec la loi Magnitsky est qu'elle ne prévoit pas de procédure régulière. Les personnes visées par les sanctions ne sont pas informées des faits qu'on leur reproche et ne peuvent pas contester les accusations portées contre elles devant un tribunal, de façon à être rayées de la liste des personnes sanctionnées. Cette "loi des droits humains" viole les principes mêmes du droit. Il existe une Cour internationale dotée de juges et de juristes chargés de traiter des violations des droits de l'homme, mais les USA ont refusé de se soumettre à cette juridiction. Car ils ne veulent pas être assujettis aux règles qu'ils imposent aux autres.»

La loi Magnitsky tire son nom d'un collaborateur de Browder, alors que celui-ci était à la tête du *Heritage Fund*, le plus grand fonds d'investissement étranger présent sur sol russe depuis le début des années 90. Serguei Magnitsky, selon la version des faits donnée par Browder, aurait été battu à mort dans une prison de Moscou pour avoir dénoncé une escroquerie commise par des officiels russes. Pourtant, comme la commission chargée d'enquêter sur la mort de Magnitsky l'a établi, celui-ci n'a pas été assassiné, mais a succombé par la faute de

l'administration de la prison, qui l'a laissé mourir d'un grave malaise en tardant à faire appel à un médecin.

Il faudra attendre sept ans pour que l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* lance une enquête fouillée qui mette en évidence les contradictions de la version des faits donnée par Browder. Titre de l'enquête du *Spiegel*: «Wie wahr ist die Geschichte, auf der die US-Sanktionen gegen Russland beruhen?» (Dans quelle mesure est vraie l'histoire sur laquelle reposent les sanctions contre la Russie?). Parmi les incohérences et les mensonges du narratif instillé par Browder, le magazine allemand révèle que Magnitsky n'était pas juriste, mais comptable, et que les motifs de son incarcération n'étaient pas de vouloir faire taire un héros de la défense des droits de l'homme. Devant ces révélations, Browder dépose plainte au Conseil allemand de la presse, qui refuse de lui donner raison. L'hebdomadaire persiste et signe en publiant un nouvel article qui confirme les doutes qu'il avait émis sur l'honnêteté de Browder.

Personne dans les grands médias européens, avant le *Spiegel* et un organe de presse danois, n'avait paru s'étonner qu'un affairiste de la trempe de Browder se fasse passer pour un lanceur d'alerte et un grand bienfaiteur de l'humanité, alors qu'il avoue lui-même être un menteur. Extrait de l'article du *Spiegel*:

> «Browder, d'habitude très bavard, a voulu se dérober à un interrogatoire. Une vidéo le montre prenant la fuite alors qu'un ordre de comparaître devait lui être présenté. En avril 2015, il doit pourtant se présenter en justice. Sous serment et confronté à une série de documents, il répond d'un air gêné — à l'opposé de son attitude habituelle en public. Pendant six heures d'affilée, l'avocat Mark Cymrot, un juriste bourru à moustaches, le soumet au feu des questions: Magnitski était-il avocat ou expert fiscaliste? "Il m'a représenté en justice" Avait-il un diplôme de droit? "Non, pas que je sache" A-t-il fréquenté une faculté de droit? "Non, il n'a fréquenté aucune faculté de droit." Combien de fois avez-vous raconté qu'il était votre avocat? 50, 100, 200 fois? "Je ne sais pas" Avez-vous une seule fois admis qu'il n'avait aucune formation juridique? "Non."»

Rembobinage d'une trentaine d'années. Bill Browder, petit-fils de Earl Browder, secrétaire général du parti communiste américain dans l'entre-deux-guerres, s'expatrie à Moscou au début de l'ère Eltsine. Son but n'est pas de faire un pèlerinage aux sources du communisme, mais de constituer un Fonds d'investissement nommé *Heritage Fund Capital Investment*. Avec un capital investi de 25 millions de dollars, il parvient en quelques années à le faire fructifier pour atteindre une valorisation de 4,5 milliards en 1997. Rappelons que pendant la même période la Russie touchait le fond du trou et de la détresse sociale. En 1998, elle fait banqueroute, après que l'essentiel des richesses du pays est passé en mains privées et notamment

dans celles d'étrangers abusivement qualifiés d'investisseurs.

Beau joueur, Browder salue l'arrivée au pouvoir de Poutine qui parvient à mettre fin à cette rapine et à relever le pays. L'idylle ne durera pas. Browder a des démêlés avec l'administration fiscale russe pour avoir mis des hommes de paille, dont son collaborateur Magnitsky, à la tête de sociétés bidon. Il est mis en accusation par un tribunal russe pour évasion fiscale pour un montant de 40 millions de dollars. Il était en effet tentant de profiter du taux d'impôt de 5,5 % réservé aux sociétés en mains russes, plutôt que de celui de 35 % appliqué aux sociétés en mains étrangères.

En 2005, Browder est prononcé persona non grata et se voit refuser l'entrée sur sol russe. C'est à ce moment que le grand affairiste se transforme en bonne âme humanitaire et se met à vilipender le pays qui l'a enrichi. Il s'en prend personnellement à Poutine, qu'il qualifie d'homme le plus riche de la planète avec une fortune de 200 milliards qu'il aurait cachée en Suisse. Curieusement, *Forbes* n'a pas tenu compte de cette révélation en établissant en 2016 sa liste des 20 personnes les plus riches de la planète. Parmi elles, treize citoyens américains et aucun ressortissant russe.

En 2022, l'escroc Browder continue de conditionner l'opinion occidentale sur l'attitude qu'il faut avoir à l'égard de la Russie et de son président. Cela même après que la Cour européenne des Droits de l'Homme a constaté en septembre 2019 que des preuves suffisantes existaient pour soupçonner Magnitsky et Browder d'avoir conspiré pour frauder le fisc russe et que Magnitsky n'avait pas été inculpé à tort. Malgré cela, Browder peut continuer de se sentir dans son bon droit et de faire la morale à des États, comme il l'a fait récemment en demandant à la Suisse de prendre des sanctions supplémentaires à l'égard de la Russie et de ne pas se limiter à répliquer celles de l'Union européenne.

Le Parlement helvétique a finalement rejeté l'injonction de Browder d'adopter des sanctions autonomes. On peut tout de même s'étonner qu'un pays souverain se voie dicter son agenda par un étranger dont la justice européenne a confirmé la réputation douteuse.

- Illustration: Browder posant devant son propre mensonge.

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.
Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 202, 1950 Sion, Suisse.
Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.
Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET.
N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.
It's not a balloon, it's an airship! (Monty Python)

LISEZ-MOI ÇA! par Nenad Ilić

«Better Call Saul», littérature à regarder

NOUS RECOMMANDONS D'HABITUDE DANS CETTE RUBRIQUE LA LECTURE DE BONS LIVRES. MAIS NOUS N'HÉSITONS PAS NON PLUS À VOUS SIGNALER DES FILMS OU DES SÉRIES LORSQU'ILS SE HISSENT À LA HAUTEUR DE LA BONNE LITTÉRATURE. AINSI CETTE SÉRIE AMÉRICAINE QUI NOUS PARLE DE LA CHUTE ET DE LA RÉDEMPTION.

J'ai regardé avec un peu de retard la dernière saison de la série *Better Call Saul* sur Netflix. Il est rare que l'on puisse voir de nos jours quelque chose de meilleur et de plus profitable dans les médias de masse. Cette série n'eût même pas existé si celle dont elle est le complément et la suite — *Breaking Bad* — n'avait pas eu tant de succès. Mais c'est tout de même fascinant qu'un producteur et son équipe aient réussi à créer six saisons d'une série qui certes recourt aux procédés cinématographiques habituels, mais qui approfondit les personnages avec un art auquel la littérature elle-même peine aujourd'hui à atteindre. Vous prenez un personnage négatif mais sympathique, vous le poussez jusque dans ses derniers retranchements, vous tourmentez vos spectateurs en les obligeant à accompagner l'effondrement de cette personnalité et à se demander pourquoi ce type leur avait paru si attachant, puis, tout au bout, vous amenez subtilement, sérieusement, une vraie repentance… et même l'amour. Chacun peut se reconnaître un peu dans cette histoire de compromis humiliants où nous entraîne le sympathique, puis antipathique Saul, jusqu'à ce que… Que voilà une grande réussite! Rien n'est noir ou blanc. Combien que la culture occidentale soit aujourd'hui marquée par l'appât du gain et rien que du gain, il lui arrive encore de suivre la voie des grands artistes du passé. Quelle que soit l'issue du conflit actuel entre l'Occident et le reste du monde, toute la culture de l'Occident ne sera jamais rejetée. De même que l'humanité ne peut se passer de Dostoïevski, Tchaïkovski, Tarkovski, de même elle ne peut se passer de Coppola, Orson Welles, Kubrick… Je recommande à chacun de visionner cette série. Elle vous encourage à plonger plus profond dans votre propre vie et dans celle des autres afin de gratter un peu au moins la surface des choses. Pour vous interroger sur vous-même et ceux qui vous entourent. Sur le monde, sur Dieu, sur la conscience. Car même si Dieu n'est pas nommé, il est toujours là. Je soumets cette recommandation à tous mes amis.

- Le père Nenad Ilić est prêtre de l'Eglise orthodoxe serbe et auteur de nombreux livres. Il vit aux Pays-Bas, où il a charge de paroisse.

TURBULENCES

MARQUE-PAGES · La semaine du 2 au 8 octobre 2022

Les incontournables de la semaine sélectionnés par Slobodan Despot

Pur hasard. Les médias britanniques sont agités par une énigme angoissante: l'augmentation spectaculaire de décès inexpliqués parmi les jeunes et les personnes en bonne santé au Royaume-Uni. Un présentateur a mis côte à côte deux tableaux: les taux de vaccination contre le Covid et les taux de mortalité excédentaire. Il s'est avéré que le pays le moins vacciné en Europe, la Bulgarie, avait le plus faible taux de mortalité excédentaire. Le Portugal, quant à lui, a le taux de mortalité le plus élevé: c'est aussi la population la plus «couverte» par la vaccination.

Mais c'est bien connu: on fait dire aux statistiques tout ce qu'on veut…

Gavés de faux. Selon Jean-Yves Le Gallou, la société occidentale consommerait jusqu'à 5 % de son PIB en pure propagande. Dans son opuscule sur ***La société de propagande***, le fondateur de Polemia décrit un monde profondément autointoxiqué par les fictions qu'elle tisse à propos du monde et d'elle-même:

«Personne n'y échappe, avec les télévisions allumées dans les bars et les restaurants, les annonces sonores dans les transports publics, les panneaux publicitaires omniprésents, les bandeaux sur les réseaux sociaux. Et quand vos enfants vont à l'école, ils sont exposés au Grand Endoctrinement sur l'histoire ou sur le genre. Et même si vous cherchez à vous immuniser, vous subirez l'effet reflet des gens autour de vous qui sont conditionnés par les messages de propagande. Car les premières victimes de la propagande en sont aussi les meilleurs relais.»

Toque épique. D'après la presse de boulevard britannique, le ***rating*** de Liz Truss serait déjà descendu plus bas que celui de Boris J dans ses mauvais jours. L'annonce de son premier budget, appelé par l'opposition «budget kamikaze» a plongé le pays dans la consternation et les budgets dans le chaos. Prévisions irréalistes, «erreurs de communication», économie «vaudoue», nouveaux privilèges accordés aux banquiers… et résultat:

> «le chaos sur le marché boursier et sur celui des obligations ont provoqué, selon les calculs de Bloomberg, l'effacement en quelques jours de 500 milliards de dollars, en valeur, des actifs britanniques.»

Guerre sous perfusion. Nul besoin de comprendre l'allemand pour lire les graphiques très explicites de ce récapitulatif publié par le ***Spiegel*** détaillant l'aide occidentale à l'Ukraine. Involontairement sans doute, le journal démontre que l'Ukraine ne fournit que le ***theatrum belli*** et la piétaille d'une guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie. Rien que l'énumération des chapitres le montre: ***Pays qui soutiennent le plus l'Ukraine —Armes fournies et quantités —Equipements militaires promis par pays fournisseur —Qui fournit le plus d'aide humanitaire? - Montant de l'aide financière —Montants promis — Montants effectivement fournis —état des livraisons d'armes.*** Jamais aucune cause, humanitaire ou autre, n'a suscité d'aussi généreuses saignées dans les budgets et les équipements de nos pays, surtout en temps de crise. Il est capital de se demander pourquoi.

Dénonciation. Selon le ***New York Times***, les agences de renseignement américaines pensent que l'assassinat de Daria Douguina avait été approuvé par le gouvernement de Kiev et affirment n'avoir pas été mises au courant. Elles seraient déçues semble-t-il par le

«manque de transparence» des Ukrainiens dans leurs opérations sanglantes. L'allié Zelensky serait-il en train de devenir encombrant? Finira-t-il comme «Ananas Face» Noriega?

Exhortation. Le président ukrainien ne s'est pas contenté cette semaine de menacer tous les russophones de l'Est ayant voté pour le rattachement à la Russie qu'ils seraient tués un par un «comme des boucs émissaires», il a aussi déposé une demande d'adhésion urgente à l'OTAN que l'Allliance s'est empressée de décliner. Fâché, boudeur, il a carrément exigé de ses alliés occidentaux le lancement de frappes nucléaires contre les Russes. Le jugement dernier déclenché par un comique jouant du piano avec sa queue, même Salvador Dalí n'y aurait pas pensé.

Saturation. «J'en ai plus qu'assez de Zelensky!» tweetait cette semaine, exaspéré, l'un des journalistes les plus célèbres des USA, Josh Hammer. Hammer ne se contente pas d'animer un ***show*** populaire, il écrit aussi dans ***Newsweek.*** Sa chronique de cette semaine est explicite: «Les États-Unis doivent changer de cap immédiatement en Ukraine». Extrait:

> «À ce stade de la guerre, pratiquement tout ce ramdam est absurde et contre-productif pour l'intérêt national réel des États-Unis dans ces zones contestées. Notre intérêt national sur le théâtre ukrainien ne coïncide pas avec la position absolutiste de Zelensky; notre intérêt est la désescalade, la détente et la paix. Mais si nous voulons atteindre ces objectifs — en particulier alors que la menace d'une guerre nucléaire éclate au grand jour, que de nombreuses personnes à l'Ouest redoublent d'imprudence en appelant à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et que le belliqueux Zelensky appelle lui-même à une «attaque préventive» de l'OTAN contre la Russie — Biden doit reconnaître la réalité et changer de cap stratégique immédiatement.»

Mais Biden a-t-il encore quelque chose à dire?

Apoplexie. Le sabotage des gazoducs russo-allemands a bien vite été «déplateformé» dans les médias. On se demande pourquoi. L'éminent économiste Jeffrey Sachs nous a peut-être donné un indice. Lorsqu'il a expliqué dans une interview sur Bloomberg que le coupable naturel évident de cet acte terroriste était les États-Unis, ses interlocuteurs ont failli s'étrangler. «Comment??? — Eh bien oui, comme ça.» Il suffisait de se demander ***cui bono***? A qui profite le crime? Comme dans les bonnes vieilles séries policières…

Maladresse. A ce propos, le secrétaire d'État Blinken s'est encore illustré par sa balourdise en lançant que cet acte terroriste était une «formidable opportunité» de rompre les liens de l'Europe avec la Russie — et d'en faire un client captif du très coûteux gaz américain. On ne saura probablement jamais avec certitude qui a fait le coup, et il restera toujours des âmes simples pour croire que les Russes sont allés miner leurs propres tubes en pleine zone maritime de l'OTAN plutôt que de tourner un robinet à Pétersbourg. En revanche, nous savons déjà qui en fera les frais: l'économie et la société européennes, et en particulier l'Allemagne. On lira avec profit, à ce propos, les analyses ***glaçantes*** de lucidité de Dmitry Orlov et de Ron Unz opportunément traduites par le Saker francophone. e toute évidence, les institutions occidentales n'ont pas réussi à s'accorder sur un ***narratif*** unique et immuable à ce sujet. D'autres perles vont sans doute suivre…

Chef-d'œuvre restauré. Colorisé, nettoyé, fluidifié, le chef-d'œuvre de Fritz Lang, ***Metropolis***, se révèle dans tout son génie intemporel. Ne manquez pas la scène de la danse de la femme écarlate.

Pont aux ânes. A l'heure où nous bouclions, ce samedi 8 octobre, quelqu'un a fait sauter le pont de Crimée. C'est un

casus belli pour la Russie, comme on le sait depuis longtemps. Les officiels ukrainiens et leurs souteneurs américains n'ont pas pu s'empêcher de s'en vanter avant de rétropédaler férocement dans l'après-midi, le temps que les veilleurs de la CIA à Langley (7 heures de décalage) se réveillent et leur tirent les oreilles au téléphone. L'opération n'ayant eu somme toute qu'un impact limité, ils ont basculé du ***trolling*** triomphateur vers l'usuel ***c'est un coup des Russes***.

Pain de méninges

UNE CULTURE SANS RAPPORT AVEC LA VIE

Jamais, quand c'est la vie elle-même qui s'en va, on n'a autant parlé de civilisation et de culture. Et il y a un étrange parallélisme entre cet effondrement généralisé de la vie qui est à la base de la démoralisation actuelle et le souci d'une culture qui n'a jamais coïncidé avec la vie, et qui est faite pour régenter la vie.

Avant d'en revenir à la culture je considère que le monde a faim, et qu'il ne se soucie pas de la culture ; et que c'est artificiellement que l'on veut ramener vers la culture des pensées qui ne sont tournées que vers la faim.

Le plus urgent ne me paraît pas tant de défendre une culture dont l'existence n'a jamais sauvé un homme du souci de mieux vivre et d'avoir faim, que d'extraire de ce que l'on appelle la culture, des idées dont la force vivante est identique à celle de la faim.

Nous avons surtout besoin de vivre et de croire à ce qui nous fait vivre et que quelque chose nous fait vivre, — et ce qui sort du dedans mystérieux de nous-mêmes, ne doit pas perpétuellement revenir sur nous-mêmes dans un souci grossièrement digestif.

— Antonin Artaud, *Le théâtre et son double* (préface)

PHOTOBIOGRAPHIE
PAR SLOBODAN DESPOT

La stèle, Alpes vaudoises, 5.10.2022.
L'été aura été torride, l'arrière-été radieux comme un poitrail d'or exhumé et offert au soleil. Nous apprenons à savourer ces instants pour eux-mêmes, tous chronomètres suspendus, sous l'œil impassible de la nature et des pierres. Depuis combien de générations cette humble stèle, au bord d'une route de montagne, montre-t-elle le chemin aux hommes? Et quel chemin?

/iPhone X/